

FACE AU KRACH, DES BOUCLIERS ET DES ÉPÉES POUR LA RÉPUBLIQUE

PAR JACQUES CHEMINADE



financière qui anticipe sur une pénurie voulue, car les eurocrates financiers, les banques et les sociétés d'assurance ont volontairement bloqué la production (quotas, jachères, annulation des prix garantis...) depuis plus de vingt ans. C'est en raison d'une même priorité financière que des dizaines de milliers de Français sont menacés de perdre leur logement et que l'essence et le gazole valent 1,40 et 1,20 euro à la pompe.

Le pire reste cependant à venir : rupture de stocks, explosion des prix et aggravation de la souffrance humaine. On nous exploite et on nous prend pour des débiles qui vont se soumettre.

Le krach financier n'est plus seulement dans les comptes des banques et des fonds spéculatifs, il est dans nos assiettes, dans le prix de notre énergie, de notre essence et de nos logements. Il faut nous protéger contre cette politique de destruction de notre niveau de vie. Ce tract est donc un **appel à l'action**, pour mettre la pression sur nos élus et organiser une véritable opposition politique à ce qui nous détruit.

L'ÉTAT DES LIEUX

En un an, entre septembre 2006 et septembre 2007, les prix du blé (+ 140 %), du soja (+67 %), du lait en poudre (+67 %), du maïs (+50 %) et du beurre (+48 %) ont flambé. Les stocks mondiaux de céréales sont au plus bas depuis trente ans, comme les stocks de blé étaient au plus bas à la veille de la Révolution française. A un mois d'intervalle, du 25 septembre au 25 octobre (source *Le Figaro*), le coût du « panier de la ménagère » a augmenté de 9,5 % (avec +16 % pour le lait, +15 % pour les oeufs et +6,3 % pour les coquillettes).

Que faire ? Nicolas Sarkozy ne veut pas toucher aux intérêts financiers qui sont la cause de la catastrophe. Le commissaire européen à l'Agriculture, Mariann Fischer Boel, veut autoriser les céréales étrangères à entrer chez nous sans droits de douane. On propose donc de faire régner le marché en maître, alors qu'il est la cause même de la vie chère ! En effet, ce n'est pas la demande physique de produits qui provoque la hausse, mais la spéculation

PRINCIPES ET TEXTES

Face à cette destruction des conditions de vie des hommes, l'on ne doit plus s'en tenir aux circulaires, aux règlements, ni même aux lois, mais revenir aux principes du droit naturel. Ces principes sont inscrits dans des textes.

1) Le Préambule de notre Constitution, repris de celle du 27 octobre 1946 : « La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement. Elle garantit à tous... la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. » Ce principe de base se situe au-dessus de tout autre texte. Il fait partie des droits « inaliénables et sacrés » obtenus par notre victoire contre le nazisme et inscrits également dans le programme du Conseil national de la Résistance du 15 mars 1944.

2) Le code du Commerce, en application de ces droits, dispose dans son article 410-2, que si les prix des biens, produits et services sont librement déterminés par le jeu de la concurrence, « les dispositions des deux premiers alinéas ne font pas obstacle à ce que **le gouvernement arrête, par décret en Conseil d'Etat, contre des hausses et des baisses excessives de prix, des mesures temporaires motivées par une situation de crise, des circonstances exceptionnelles, une calamité publique ou une situation manifestement anormale du marché dans un secteur déterminé.** Le décret (...) précisera sa durée de validité qui ne peut excéder six mois. »

Les textes de principe sont donc là. On peut faire quelque chose en leur nom, en redonnant consistance à l'action de l'Etat. **Nous sommes la République.**

VOIR MESURES AU DOS

MESURES DÉFENSIVES IMMÉDIATES : TROIS BOUCLIERS

1) Bouclier consommation. Création d'un « panier de biens » nécessaires à la consommation courante (pain, pâtes, huile, viande, fruits et légumes, oeufs, lait) au sein duquel les prix seront réglementés en fonction du maintien d'un niveau de vie digne pour tous.

2) Bouclier logement. Interdiction des expulsions de tout logement ou de tout logement en location constituant une résidence principale, le coût de l'achat ou de la location se trouvant limité à un versement de 20 % maximum des revenus (aides comprises) des acheteurs ou des locataires.

3) Bouclier transport. Rétablir la taxe intérieure sur les produits pétroliers flottante (TIPP), par laquelle l'Etat compense toute hausse sur le marché international des carburants, avec un bonus fiscal éventuel. Le but est d'assurer que les prix de l'essence et du gazole à la pompe ne dépassent pas 1 euro.

Se limiter à ces boucliers n'est cependant pas suffisant. Il faut remettre l'argent au service de l'équipement de notre pays, de l'Europe et du monde.

MESURES OFFENSIVES : SEPT ÉPÉES

1) Voter « non » au Traité européen simplifié et sortir de l'Europe de Maastricht, qui bloquent toute émission de crédit productif public pour de grands travaux. Remplacer la Banque Centrale Européenne par une association de banques nationales, qui émettent ce crédit d'Etat en faveur de projets communs.

2) Se battre pour une politique européenne et eurasiatique de grands travaux et de technologies de pointe, de l'Atlantique à la mer de Chine – un Pont terrestre eurasiatique créant un développement mutuel pour assurer la paix mondiale et le retour à une culture de la découverte et de la production.

3) Emettre, à l'échelle mondiale, des crédits massifs à long terme et faible taux d'intérêt pour reconstruire et étendre les infrastructures physiques et humaines (ponts, ports, transports ferroviaires rapides, nucléaire citoyen, écoles, hôpitaux, laboratoires).

4) Se battre pour un nouveau Bretton Woods, un accord monétaire mondial mettant en règlement judiciaire le système financier actuel, interdisant le recours aux produits financiers dérivés sur tous les produits vitaux, annulant les dettes illégitimes, et organisant un accord entre **banques nationales** pour financer les grands travaux.

5) Créer une institution mondiale pour l'exploitation et le développement des matières premières, régulant les prix par des accords internationaux entre Etats producteurs et consommateurs.

6) Revenir à un régime agricole de protection et de régulation des prix, le modèle français de solidarité et de mutualisation. Organiser une **Autorité d'évaluation et de régulation des prix des produits agricoles et agro-alimentaires,** avec les fournisseurs, les distributeurs et les producteurs industriels, dans le cadre d'une planification indicative rétablie.

7) Annulation des mesures fiscales encourageant la production des bio-carburants, tout en assurant des prix compétitifs aux producteurs de produits de base.

Voilà ce qui empêchera le pire à court terme et préparera l'avenir de notre jeunesse et des générations à naître, à moyen et long terme. Sans cette volonté (*), la cupidité d'une minorité détruira les ressources de l'avenir de tous. **Le choix est entre un effondrement de la vie en société ou un développement sans précédent, avec les technologies modernes, l'équipement et la justice sociale. Ce choix dépend de nous. De vous qui venez de nous lire.**

() Aux Etats-Unis, une mobilisation se lève pour défendre le niveau de vie des gens, avec un projet de loi interdisant les saisies de logements et protégeant l'épargne dans les banques, pour lequel se bat l'organisation de Lyndon LaRouche, soutenue par un mouvement populaire et un nombre croissant d'élus locaux démocrates. On vous le cache peut être, mais c'est la vérité.*



www.solidariteetprogres.org

Le mouvement politique de Jacques Cheminade et Lyndon LaRouche
BP 27 - 92114 Clichy / Tél. : 01 76 69 14 50 / Fax : 01 47 39 05 80
LYM - Mouvement de jeunes international de Lyndon LaRouche